



**REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**N° 2025-32**

**Désignation du Pouvoir Adjudicateur qui passe le marché :**

**GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE**  
**Grand Paris Nord-Est**  
**Le GHI Le Raincy-Montfermeil, Etablissement support sis**  
**10 RUE DU GENERAL LECLERC – BP 104**  
**93370 MONTFERMEIL**

**Représenté par sa Directrice,**

**Pour le compte des établissements suivants :**

**Groupe Hospitalier Intercommunal Le Raincy-Montfermeil**

10 rue du Général Leclerc  
93 370 Montfermeil

**Centre Hospitalier Intercommunal Robert Ballanger**

Boulevard Robert Ballanger  
93 602 Aulnay Sous-Bois Cedex  
Service économique

**Centre Hospitalier Intercommunal André Grégoire**

56, boulevard de la Boissière  
93105 Montreuil Cedex  
Service des achats

**Objet du marché :**

**MAINTENANCE PREVENTIVE ET CURATIVE DES ENDOSCOPES  
SOUPLES MULTIMARQUES DU GHT GPNE**

- **Date et heure limites de réception des offres :**

**Le Lundi 19 Janvier 2026 à 12 Heures**

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>3</b>
1.1 OBJET DU MARCHE .....	3
1.2 REFERENCE A LA NOMENCLATURE EUROPEENNE (CPV) .....	3
1.3 PROCEDURE DE PASSATION.....	3
1.4 FORME DU MARCHE.....	3
<b>ARTICLE 2 - DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>4</b>
2.1 DUREE DU MARCHE .....	4
2.2 FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE.....	4
2.3 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	4
2.4 VISITE DE SITE.....	4
<b>ARTICLE 3 - DOSSIER DE CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
3.1 NOMENCLATURE EUROPEENNE (CODE CPV).....	5
3.2 UNITE MONETAIRE.....	5
<b>ARTICLE 4 - ALLOTISSEMENT .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 5 - PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>5</b>
5.1 DOCUMENTS A PRODUIRE A L'APPUI DE LA CANDIDATURE .....	5
5.2 DOCUMENTS A PRODUIRE A L'APPUI DE L'OFFRE .....	6
<b>ARTICLE 6 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS .....</b>	<b>7</b>
6.1 TRANSMISSION ELECTRONIQUE .....	7
6.2 TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER.....	9
<b>ARTICLE 7 - EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....</b>	<b>9</b>
7.1 SELECTION DES CANDIDATURES.....	9
7.2 ATTRIBUTION DES MARCHES .....	9
7.3 INFORMATIONS DES CANDIDATS NON RETENUS .....	11
<b>ARTICLE 8 - ATTRIBUTION DU MARCHE ET MISE AU POINT .....</b>	<b>11</b>
8.1 ATTRIBUTION DU MARCHE .....	11
8.2 MISE AU POINT DU MARCHE.....	12
<b>ARTICLE 9 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....</b>	<b>12</b>
9.1 ADRESSES SUPPLEMENTAIRES ET POINTS DE CONTACT .....	12
9.2 PROCEDURES DE RECOURS .....	12
9.3 VOIES ET DELAIS DE RECOURS .....	13

### 1.1 Objet du marché

La présente consultation a pour objet les prestations de maintenance préventive et curative avec contrôle qualité des endoscopes multimarques pour le compte des trois établissements du Groupement Hospitalier de Territoire Grand Paris Nord Est.

Le matériel concerne des endoscopes souples.

On entend par maintenance l'ensemble des activités destinées à maintenir (maintenance préventive) ou à rétablir (maintenance corrective) un équipement dans des conditions données de sûreté de fonctionnement pour accomplir une fonction requise.

Lieu(x) d'exécution :

**Groupe Hospitalier Intercommunal Le Raincy-Montfermeil**

10 rue du Général Leclerc  
93 370 Montfermeil

**Centre Hospitalier Intercommunal Robert Ballanger**

Boulevard Robert Ballanger  
93 602 Aulnay Sous-Bois Cedex

**Centre Hospitalier Intercommunal André Grégoire**

56, boulevard de la Boissière  
93105 Montreuil Cedex

### 1.2 Référence à la nomenclature européenne (CPV)

- **50400000-9 Services de réparation et d'entretien de matériel médical et de matériel de précision**

### 1.3 Procédure de passation

La consultation est passée en appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2, R. 2124-1 et R. 2124-2, R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

### 1.4 Forme du marché

En application des articles R. 2162-2 et R. 2162-4-1 ° du code de la commande publique, les prestations donnent lieu à un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande et avec un montant maximum annuel de **150 000 euros HT**.

Le présent accord-cadre s'effectue par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées par les articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

### 2.1 Durée du marché

Le marché est conclu pour une période d'un an à **compter de la date de notification.**

Le marché peut être reconduit tacitement, trois fois, par périodes annuelles, pour une durée de 12 mois sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre ans.

Le marché sera reconduit tacitement pour les périodes considérées, sauf avis contraire du pouvoir adjudicateur notifié au titulaire quatre mois avant la fin des différentes périodes de reconduction.

En application de l'article R. 2112-4 du code de la commande publique, le titulaire du marché ne peut refuser la reconduction du marché.

### 2.2 Forme juridique de l'attributaire

Aucune forme de groupement n'est imposée par l'acheteur.

L'acheteur interdit aux soumissionnaires de présenter leurs candidatures en agissant à la fois en qualité de soumissionnaires individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements et en qualité de membres de plusieurs groupements, conformément à l'article R. 2142-21 du code de la commande publique.

L'acheteur interdit aux soumissionnaires de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de membres de plusieurs groupements, conformément à l'article R. 2151-7-2° du code de la commande publique.

En cas d'attribution de l'accord-cadre à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution de l'accord-cadre, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article R. 2142-24 du code de la commande publique.

### 2.3 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

### 2.4 Visite de site

La visite de site n'est pas obligatoire.

## ARTICLE 3 - Dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- Le présent règlement de la consultation ;
- L'acte d'engagement ;
- Les BPU ;
- Le cahier des clauses administratives particulières n°2025-32 ;
- Le cahier des clauses techniques particulières n°2025-32 et ses deux annexes :

- Annexe 1 : Liste du matériel ;
- Annexe 2 : Questionnaire technique.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être envoyées aux candidats au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Conformément à l'article R. 2132-2 du code de la commande publique, le dossier de consultation des entreprises est disponible, gratuitement, depuis la plateforme de dématérialisation à l'adresse électronique suivante : [www.maximilien.fr](http://www.maximilien.fr)

### **3.1 Nomenclature européenne (code CPV)**

Les prestations, objet du présent marché, relèvent de la classification CPV suivante :

**50400000- Services de réparation et d'entretien de matériel médical et de matériel de  
9 précision**

### **3.2 Unité monétaire**

L'unité monétaire est l'Euro.

## **ARTICLE 4 - ALLOTISSEMENT**

Le présent marché est composé d'un lot unique.

## **ARTICLE 5 - PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### **5.1 Documents à produire à l'appui de la candidature**

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non
Délégation de pouvoir de signature	Non
Extrait K Bis datant de moins de 3 mois	Non

Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire	Non
--	-----

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Références similaires au cours des trois dernières années	Non
Certificats de qualifications professionnelles : attestation de compétence	Non
Indication des titres d'études et professionnels (CV) du candidat	Non
Attestations clients sur les prestations réalisées	Non

La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen équivalent (certificats d'identité professionnelle, références attestant de la compétence de l'opérateur à réaliser la prestation

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)

### **Précisions complémentaires :**

Lorsque le soumissionnaire se présente sous la forme d'un groupement, chaque membre du groupement doit fournir les pièces et documents susmentionnés (DC2 et documents annexés).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Si le groupement présente sa candidature sous la forme d'un DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

## **5.2 Documents à produire à l'appui de l'offre**

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE)	Oui
Le bordereau des prix unitaires (BPU)	Oui
Annexe 2 CCTP – Questionnaire technique	Oui
Le mémoire technique	Non

**Il est rappelé à l'ensemble des soumissionnaires qu'ils doivent obligatoirement répondre sur la base des documents fournis, ceci, sans aucune modification. Cela n'empêche pas les candidats de joindre en annexe de ces documents, dûment complétés, tout élément qu'il jugerait utile de porter à la connaissance de l'Administration.**

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## ARTICLE 6 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### 6.1 Transmission électronique

Conformément à l'article R. 2132-7 du code de la commande publique les candidats remettront leur offre **uniquement par voie dématérialisée** sur la plate-forme de dématérialisation :

<https://marches.maximilien.fr>

Le dossier, constitué des fichiers informatisés contenant les justificatifs, et la proposition technique et financière devront être préalablement traités par le candidat par un anti-virus régulièrement mis à jour. Conformément au décret du 30 avril 2002, tout fichier contenant un virus entraînera son irrecevabilité.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GTM+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde » à l'adresse suivante :

**Hôpital ANDRE GREGOIRE DE MONTREUIL  
Direction du patrimoine et de la Sécurité Incendie  
Cellule marchés publics  
56 bd de la Boissière  
93100 MONTREUIL**

**Par courriel à l'adresse électronique suivante :**

[gpne.dpmsi-marches@ght-gpne.fr](mailto:gpne.dpmsi-marches@ght-gpne.fr)

Elle pourra être ouverte en cas :

- d'offre transmise par voie dématérialisée et dans laquelle un programme informatique malveillant est détecté. La trace de la malveillance du programme sera alors conservée par l'Etablissement.

- d'offre transmise par voie dématérialisée, parvenue hors du délai de remise des offres, n'ayant pas pu être ouverte.

L'établissement procède alors à l'ouverture de la copie de sauvegarde, sous réserve que celle-ci lui soit parvenue dans les délais de dépôt des candidatures et des offres mentionnés en page de garde du présent document.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits, conformément à l'article. 11. III de l'arrêté du 28 août 2006 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Le pouvoir adjudicateur, par l'intermédiaire de son prestataire, s'engage à assurer la sécurité des transactions sur le réseau informatique, à assurer la confidentialité relative aux candidatures et offres et à assurer un horodatage certain.

#### Formats électroniques :

Les documents doivent être transmis dans les formats suivants :

- Doc Word
- .xls Excel
- .pdf
- .zip (pour la compression des fichiers)

#### Signature électronique :

Les candidatures et offres, transmis par voie électronique pourront être signés par l'opérateur économique au moyen d'un certificat de signature électronique qui permet :

- D'authentifier la signature de la personne habilitée à engager la société candidate, selon les exigences prévues aux articles 1365 à 1368 du code civil (les fichiers transmis devront être revêtus d'une signature électronique sécurisée conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique). Le candidat doit impérativement posséder des certificats de signature électronique appartenant à la famille de certificat référencé par le MINEFI (<http://www.economie.gouv.fr/daj/dematérialisation-certificats>) et au moins de niveau II.
- De donner date certaine à la réception ;
- D'obtenir un accusé réception électronique.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Depuis le 18 mai 2013, seuls les certificats de signature conformes au Référentiel Général de Sécurité (RGS) sont autorisés. Pensez à vérifier votre certificat de signature et nous transmettre votre rapport de vérification de signature électronique.

La norme PRIS V1 n'est plus valide. En outre, il est rappelé que les signatures scannées ne sont pas admises.

En cas de problème technique ou pour tous renseignements relatifs à l'utilisation de la plateforme de dématérialisation, les candidats devront prendre contact avec le support clients.



## **6.2 Transmission sous support papier**

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

<b>ARTICLE 7 - EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</b>
--

### **7.1 Sélection des candidatures**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 20 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

### **7.2 Attribution des marchés**

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L. 2152-1 à L. 2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Documents de preuve	Pondération
<b>1 – Valeur financière de l’offre (50%) :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>BPU,</li> <li>Remise consentie sur tarif des pièces détachées.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>BPU,</li> <li>Simulations devis réparation dûment complété.</li> </ul>	<b>50%</b>
<b>2 - Valeur technique de l’offre (45 %) :</b> <u>Moyens humains (20%) :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Liste et qualification des intervenants.</li> <li>Formation et connaissance des conditions particulières du milieu hospitalier,</li> <li>Matériel mis en œuvre pour la réalisation de la maintenance,</li> <li>Références clients.</li> </ul> <u>Description des méthodes utilisées pour la maintenance (25%) :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Organisation maintenance corrective (réactivité, méthode, délais, moyen),</li> <li>Organisation spécifique pour les urgences (intervention, durée, interlocuteurs),</li> <li>Organisation des visites de maintenance préventive par type d’équipement et cohérence avec le volume horaire proposé dans le planning de maintenance,</li> <li>Rapport de visite incluant les inventaires d’équipements,</li> <li>Durée de garantie post-réparation du matériel,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Annexe Questionnaire technique dûment complétée,</li> <li>CV,</li> <li>Attestation de formations,</li> <li>Expérience dans la maintenance des endoscopes,</li> <li>Liste et descriptif des matériels,</li> <li>Liste des établissements référents.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>Annexe Questionnaire technique dûment complétée,</li> <li>Mémoire technique,</li> <li>Mémoire organisationnel,</li> <li>Descriptif des astreintes, de l’assistance,</li> <li>Descriptif organisation pour les interventions en urgence,</li> <li>Planning,</li> <li>Descriptif des formations,</li> <li>Un exemplaire de rapport de visite,</li> </ul>	<b>45%</b>
<b>3 - Performance en matière de développement durable (5 %)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mémoire technique sur la démarche environnementale (labels...).</li> </ul>	<b>5%</b>
<b>TOTAL</b>		<b>100%</b>

Le candidat est tenu d’apporter la preuve que les services fournis répondent aux spécifications de gestion durable.

Les offres seront classées par ordre décroissant. L’offre la mieux classée sera retenue après vérification que le soumissionnaire ne se trouve pas dans un cas d’interdiction de soumissionner conformément à l’article R. 2144-7 du Code de la commande publique.

**Les offres inappropriées, inacceptables ou irrégulières seront éliminées.**

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu’elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

Conformément à l'article R. 2152-1 et suivants du code de la commande publique, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées.

Toutefois, conformément à l'article R. 2152-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder à la régularisation des offres irrégulières de tous les soumissionnaires concernés dans un délai approprié et identique pour tous, à condition que les offres ne soient pas anormalement basses. Si le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas les régulariser, ou si à l'issue de cette phase de régularisation, des offres demeurent irrégulières, celles-ci ne seront pas notées ni classées.

La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles des offres et ne peut pas concerner les offres jugées anormalement basses. La régularisation ne peut également concerner l'absence d'une pièce constituant l'offre du candidat.

### **Traitement des offres anormalement basses**

Conformément à l'article R. 2152-3 à R. 2152-6 du Code de la commande publique, dans le cas où leur offre paraîtrait anormalement basse, les candidats devront être en mesure de fournir au pouvoir adjudicateur toutes les justifications sur la composition de l'offre afin de lui permettre d'apprécier si l'offre proposée est susceptible de couvrir les coûts du marché.

Le caractère anormalement bas de l'offre sera apprécié au regard de l'ensemble des éléments fournis par le candidat.

Si le candidat ne répond pas au pouvoir adjudicateur ou si les justifications produites par le candidat ne permettent pas d'écarter le caractère anormalement bas de l'offre, cette dernière est éliminée.

#### **7.3 Informations des candidats non retenus**

Les candidats non retenus sont informés du rejet de leur proposition par mail, via la plateforme de dématérialisation du GHT GPNE : Maximilien, dont l'adresse URL est la suivante :

<https://marches.maximilien.fr>

<b>ARTICLE 8 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ ET MISE AU POINT</b>
---

#### **8.1 Attribution du marché**

L'acheteur demande au soumissionnaire retenu, conformément aux dispositions des articles R 2144-3 à R 2144-6 du code de la commande publique, de justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionné aux articles L 2141-1 à L 2141-6 du code de la commande publique. Les documents justificatifs et autres moyens de preuve acceptés comme preuve suffisante par l'acheteur figurent aux articles R 2143-6 à R 2143-9 du code de la commande publique.

Par ailleurs, en cas d'offre non signée au moment de son dépôt, l'attributaire sera invité, en même temps, à transmettre complété et signé l'Acte d'engagement du marché.

L'attributaire devra transmettre l'ensemble de ces documents (justificatifs et acte d'engagement) dans un délai de cinq jours calendaires à compter de la réception de l'invitation par lettre ou e-mail du pouvoir adjudicateur.

En cas de dépassement de ce délai, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer et de signer le marché avec l'auteur de l'offre classée immédiatement après (et ainsi de suite). Dès qu'il aura fait son choix, et avant conclusion du marché, le représentant du pouvoir adjudicateur avise par écrit les autres soumissionnaires du rejet de leurs offres.

Conformément à l'article R 2182-1 du code de la commande publique, un délai minimal de 11 jours sera respecté par la cellule des marchés du GHT entre la date d'envoi des courriers de rejets et la date de signature du marché (dans la mesure où la notification du rejet des concurrents est effectuée par voie électronique).

## **8.2 Mise au point du marché**

Conformément à l'article R 2152-13 du code de la commande publique, l'acheteur pourra procéder avec l'attributaire à une mise au point des composantes du marché public avant sa signature (si nécessaire).

Cependant, cette mise au point ne pourra avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles de l'offre ou du marché public dont la variation est susceptible de fausser la concurrence ou d'avoir un effet sur le classement des offres.

Une fois la mise au point effectuée entre les parties, cette dernière sera annexée à l'Acte d'engagement qui sera notifié à l'attributaire du marché. Les modifications apportées par la mise au point ont priorité pour toutes les modifications qu'elles apportent explicitement au marché.

# **ARTICLE 9 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

## **9.1 Adresses supplémentaires et points de contact**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire de la plateforme Maximilien, dont l'adresse URL est la suivante :

<https://marches.maximilien.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des plis. à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, dans les meilleurs délais.

### **En cas de difficulté**

**Renseignements d'ordre administratif ou technique, veuillez adresser un mail à l'adresse électronique suivante :**

[gpne.dpmsi-marches@ght-gpne.fr](mailto:gpne.dpmsi-marches@ght-gpne.fr)

## **9.2 Procédures de recours**

Le tribunal territorialement compétent est :

**Tribunal Administratif de Montreuil**  
7 rue Catherine Puig

93558 MONTREUIL Cedex

Tél : 01.49.20.20.00

Fax : 01.49.20.20.99

Courriel : [greffe.ta-montreuil@juradm.fr](mailto:greffe.ta-montreuil@juradm.fr)

### **9.3 Voies et délais de recours**

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA) : pendant toute la durée de la procédure de passation et jusqu'à la signature du marché ;
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA : six mois à compter de la signature du marché en cas d'absence d'avis d'attribution. Dans le cas contraire, le délai est de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution selon l'article R.551-7 du CJA ;
- Recours pour excès de pouvoir contre les actes détachables du marché prévu aux articles R.421-1 à R.421-7 du CJA : jusqu'à la conclusion du marché et en tout état de cause, dans un délai de deux mois suivant la publication / notification de la décision attaquée ;
- Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Greffe du Tribunal Administratif de Montreuil  
7 rue Catherine Puig  
93558 MONTREUIL Cedex

Tél : 01.49.20.20.00

Fax : 01.49.20.20.99

Courriel : [greffe.ta-montreuil@juradm.fr](mailto:greffe.ta-montreuil@juradm.fr)